



**La France est malade de l'austérité !
Meaux ... aussi !!!**

**Il faut que tout change pour que cela ...
change vraiment !**

Appel des communistes meldois au rassemblement des femmes et des hommes de gauche pour une autre politique !

Depuis maintenant deux ans et demi, la politique d'austérité menée par François Hollande au nom de la réduction des déficits de l'Etat imposée par Bruxelles et partant de la réduction de la dépense publique, de la baisse du coût du travail et d'une hausse de la fiscalité des ménages a enfoncé encore plus le pays vers l'impasse sociale-libérale. Cette politique affaiblit la France. Elle frappe durement notre peuple et particulièrement nos concitoyens les plus fragiles. Elle désespère ceux qui aspiraient au changement en 2012 après 10 ans de politiques désastreuses mises en place par l'UMP. Depuis, le pouvoir socialiste renonce à changer de cap et à ouvrir tous les chantiers urgents pour le pays au travers d'une véritable politique de gauche : mettre au pas la finance et les banques, partager les richesses, engager la transition écologique, partager des pouvoirs dans la cité comme dans l'entreprise, faire reculer le chômage significativement, relancer le pouvoir d'achat des ménages, combattre les inégalités sociales...

Le Gouvernement socialiste fait tout le contraire ! Comme ce fut le cas pour celui de droite qui l'a précédé, la politique suivie se soumet toujours et encore aux exigences du MEDEF et des marchés financiers : casse des droits des travailleurs, privatisations tous azimuts, exonérations fiscales exorbitantes pour les grandes entreprises sans aucun contrôle, subventions sans contreparties négociées pour l'emploi et pire, baisse de prestations sociales comme les allocations familiales, allongement de la durée de cotisations pour la retraite... Quel gâchis ! Et tout cela, au nom de la « Gauche » ou prétendue telle ...une véritable usurpation d'identité en quelque sorte !

Nous sommes en colère, mais nous ne nous résignons pas à cette duplicité d'un mauvais « genre »!



Oui, il y a urgence à dire stop à ces politiques austéritaires qui plombent le budget des ménages, des collectivités et des petites entreprises. Il n'est pas possible qu'en Seine et Marne soient distribués 100 millions de crédit impôt compétitivité (CICE) à 10.000 entreprises -sans aucun résultat sur le chômage qui continue sa progression et dans notre ville en particulier. Dans le même temps, les dotations de l'État aux collectivités sont réduites drastiquement : 28 milliards en moins d'ici 2017 à l'échelle du pays, c'est à dire des centaines de millions d'euros en moins pour notre ville et les communes de la CAPM. Cette réduction a conduit à de nombreuses réductions budgétaires.

Pour Meaux, les conséquences néfastes ne se sont pas fait attendre. Suspension ou menace sur certaines manifestations (abandon des Musik' Elles), risque d'annulation du « Festi-Ciné Meaux » faute de reconduction de moyens financiers, l'un des plus importants en Ile de France. Ne parlons pas de tout ce qui est en cours d'arbitrage que nous ne connaissons pas encore et autres coupes sombres dans les autres budgets sociaux et culturels de la « bonne » ville du Sieur COPE....

Oui, il y a aussi urgence à s'opposer aux effets de la réforme territoriale et au redécoupage en cours de l'agglomération melloise.

Celle-ci prévoit le regroupement obligatoire des communes limitrophes de la CAPM au sein de gigantesques territoires voisins en compétition qui n'ont en commun aucun intérêt économique et social entre eux et encore moins de projets communs avec la ville de Meaux. En outre, ces structures géantes vont éloigner un peu plus les centres de décisions des citoyens, et vider de leur contenu et compétences notre département, notre CAPM et Meaux. Nous voulons au contraire une démocratie de proximité relancée, des coopérations intercommunales volontaires, à taille humaine et fondées sur des projets élaborés avec les citoyens de notre agglomération.

Oui, il y a urgence à donner un nouvel élan progressiste

aux politiques menées dans notre département et dans notre ville : en matière de transports, d'infrastructures de communication, de santé, d'éducation, de logement, d'emploi, de ré-industrialisation et de transition écologique... Mais pour y parvenir, il faut rompre avec le dogme de la réduction de la dépense publique chère aux HOLLANDE, VALLS, MACRON, et consorts.....mais chère encore plus à JF COPE et aux dirigeants de l'UMP qui ont prévu 150 milliards de réduction sur 3 ans s'ils reprenaient les rênes du pouvoir.

Belle compétition dans la surenchère du toujours moins pour le « Travail » et le « Social » et toujours plus pour le « Capital » dont le coût parasitaire notamment des marchés financiers n'est jamais mis en débat !!! Contrairement à celui du travail qui est en permanence dénoncé dans les médias complaisants !

Les modifications régressives du Droit actuel que propose le texte Macron sont porteuses de toutes les régressions pour la vie des gens. Celui-ci prône une cohérence de déréglementation libérale accélérée !

- Le travail de nuit et le dimanche, mais sans création d'emplois !
- Le démantèlement de l'inspection du travail !
- La concurrence rail-route contre les services publics et l'environnement !
- Un nouveau pas dans la vente des biens publics au privé (aéroports, MIN de Rungis etc...) !
- Une attaque contre les prud'hommes au bénéfice des employeurs !

**Construisons
L'ALTERNATIVE
à gauche**

Il faut au contraire partir des besoins des citoyens, faire preuve d'inventivité et de volonté pour un changement civilisationnel qui lie développement, social, humain et écologique.

Nous sommes de plus en plus nombreux, à gauche, à penser qu'il n'y a aucune fatalité et qu'un autre chemin est possible :

électeurs socialistes, écologistes, communistes et/ou membres du Front de gauche, syndicalistes, militants associatifs ou culturels, humanistes etc... Par de-là nos différences, source de richesses, nous avons la conviction qu'il y a urgence à ce que nos forces puissent se rassembler pour offrir une alternative à ces politiques antisociales menées depuis près de 15 ans. C'est pourquoi nous pensons qu'il y a de l'espoir et que nous pouvons, ensemble, trouver les ressources pour faire obstacle au retour de la droite et empêcher toute nouvelle progression de l'extrême droite sur notre ville. Pour paraphraser le grand dramaturge allemand Bertolt Brecht, **cette bête immonde raciste et xénophobe dont le ventre est toujours fécond divise et oppose les français entre eux par sa démagogie politicienne.** A Meaux, aux élections européennes si la « bête » a progressé on le doit à un trop fort taux d'abstention des classes populaires les plus en difficulté. Un paradoxe qu'il nous faut combattre pied à pied pour reprendre confiance dans l'avenir et placer les mellois en acteur de leur destinée.

Les élections départementales de mars prochain peuvent être une occasion décisive pour donner de la force à un tel rassemblement à gauche :

le rassemblement des forces de gauche dans leur diversité et leur détermination à mener une véritable politique de gauche, émancipatrice et sociale.

Avec le Parti Communiste au sein du Front de gauche et de ses alliés, toutes les citoyennes et tous les citoyens qui s'opposent sans ambiguïté à toute politique libérale et réactionnaire peuvent s'unir autour d'un projet progressiste départemental. C'est pourquoi nous les appelons sans tarder à bâtir ce projet, ce rassemblement et les candidatures qui porteront ces exigences dans le plus grand nombre de cantons de notre département mais également dans les trois qui scindent notre agglomération melloise.

La Section du Parti communiste français de Meaux, Lizy-sur Ourcq et Dammartin.